

Motion

adoptée à l'unanimité

**Session plénière du 24 novembre 2025**

**Accord UE-Mercosur c'est toujours non !**

Alors que les agriculteurs ne cessent de dénoncer les risques de l'accord Mercosur, en particulier de concurrence déloyale liée à des normes environnementales et sanitaires moins exigeantes, le Président de la République s'est déclaré « plutôt positif » quant à la signature de cet accord par la France pour finalement revenir en arrière devant la colère et la confusion légitimes du monde agricole.

Au plus haut sommet de l'État, les signaux contradictoires se multiplient, plongeant nos professionnels dans la crainte de voir cet accord porter un nouveau coup à l'agriculture française.

Pour nous élus départementaux, le Mercosur, c'est toujours non !

Constante dans ses positions depuis des années, la majorité départementale, qui a réaffirmé son opposition au Mercosur lors de la signature du traité par Ursula von der Leyen en 2024, ne cessera pas de dénoncer les effets dévastateurs qu'un tel accord avec les pays d'Amérique du Sud aurait sur nos exploitations.

L'accord UE-Mercosur fait courir de graves menaces sur l'agriculture française : hausse des importations de viande et de miel, concurrence déloyale qui met en danger l'élevage extensif et ses productions de qualité, pression à la baisse sur les prix des produits agricoles, précarité pour les agriculteurs, aggravation du dérèglement climatique et de la déforestation, risques en matière de sécurité alimentaire, prise en otage des consommateurs, en particuliers les plus modestes...

Le Département de la Nièvre se tient aux côtés des agriculteurs et investit en leur faveur, pour valoriser les productions locales, soutenir les filières, créer de la valeur ajoutée sur nos territoires, accompagner la transition écologique dans les exploitations, et s'opposera toujours à un accord qui ne protège ni les intérêts de nos agriculteurs ni ceux des consommateurs.

Parce que cet accord sacrifie l'environnement, notre sécurité et notre souveraineté alimentaire, les élus de la majorité du Conseil départemental de la Nièvre réunis en session plénière demandent au gouvernement de s'opposer à la ratification de l'accord de libre-échange UE-Mercosur.